

alter ego /

le journal #109

Réalisé par des usagers de drogues,
des bénévoles et des travailleurs
sociaux de l'association Aurore



SOMMAIRE / #109

ÉDITO

Abstinence et changement 1

ARRÊTER DE CONSOMMER

Balance ton caillou : pourquoi nous consommons ? 2
 Arrêter de consommer, une question de contexte ? 4
 Addiction à la codéine 5
 Éléments de contexte sur le suivi de l'addiction à la codéine au CSAPA EGO 5

RdR ET ADDICTOLOGIE

Faire de la sociologie en temps de « crise » 6
 Un kit, des seringues et de la dignité 8
 Accompagner vers la régularisation administrative, c'est aussi de la RdR 10
 Photocare au CAARUD EGO 11
 SUBSTANTIA : salon de la RdR à Vérone hors les murs 12
 Dotmocracy au CSAPA EGO 14

OPINION

Le racisme au quotidien (témoignages d'usagers du CAARUD) 15
 La RdR s'adapte-t-elle mieux aux consommateurs blancs ? 15

Directeur de la publication
Léon Gomberoff

Secrétariat de rédaction
Maxime Grimbert

Réalisation graphique
Paula Jiménez

Participent dans ce numéro

Nina Astorri, Abdel Berghachi, Julie Costa, Esmé, Leon Gomberoff, Abdou Ndiaye, Magali Marotel, Pierre Romand, Chiara Perlongo, Nathalie, Natalia Serna Gonzalez, Matteo Stefania, les usagers du CAARUD EGO, les usagers de l'Espace Porte de la Chapelle, les patients du CSAPA EGO.

Illustrations
© Julie Costa, Elie Punk.

Imprimerie ADVENCE
139 rue Rateau - 93120 - La Courneuve
Parution trimestrielle
ISSN 1770-4715

ego

Est un service de
l'association Aurore.
Il reçoit et accompagne des
usagers de drogues dans une
démarche de réduction
des risques

EGO - Association AURORE
13, rue Saint Luc - 75018
Tel: 01 53 09 99 49
alterego@aurora.asso.fr

alter ego / Abstinance et changement

Souvent, lorsqu'il est question des soins apportés aux consommateurs de drogues, on évoque leur combat contre une substance et leur très difficile parcours de transformation. On conçoit le soin comme une lutte acharnée où la volonté triomphe sur l'attrait pour le produit. Cette victoire est célébrée à juste titre dans les groupes d'entraide par des applaudissements. Chaque chemin est certes unique mais partagé par les membres du groupe qui ont affronté des combats similaires.

Le groupe familial, dans ce type de démarche, joue un rôle ambivalent, oscillant entre le refus et l'acceptation du consommateur. Une façon d'accepter le consommateur est de s'investir également dans cette lutte contre la substance. Quelle difficulté, quelle immense douleur pour la famille lorsqu'il y a une rechute, et, en même temps, quelle joie aussi lorsque les choses avancent positivement et que l'usager s'en sort. La famille et l'entourage méritent eux aussi des applaudissements.

Et qu'en est-il de l'équipe de soins en addictologie? Cette équipe qui accompagne les patients dans ces moments difficiles se concentre souvent sur la gestion du *craving*, c'est-à-dire sur la lutte contre l'envie irrésistible du sujet de consommer le produit. Irrésistible implique que c'est impossible de s'abstenir. L'objectif du travail est donc déjà perçu par les addictologues comme un défi immense. Les thérapeutes, les soignants, les travailleurs sociaux et les conseillers s'engagent eux aussi dans une bataille inégale. On est heureux quand le patient triomphe, on est triste et parfois déçu quand il rechute. Les soignants méritent peut-être eux aussi des applaudissements. La démarche d'abstinence ne concerne qu'une infime partie des consommateurs de drogues. En effet, nombreux sont ceux qui ne sont pas en mesure de lutter contre leur envie, que ce soit parce qu'ils ne sont pas prêts ou simplement parce qu'ils ne le souhaitent pas. Parmi eux, il y a les consommateurs précaires, ceux qui sont visibles dans la rue et sont fortement stigmatisés par le reste de la population. Leur combat n'est pas tant contre l'envie irrésistible (le *craving*) mais est plutôt une lutte pour la survie. Ils fréquentent des lieux de consommation dangereux, ont des corps affaiblis et sont confrontés quotidiennement à des personnes cherchant à les exploiter. Ils subissent une répression intense et font face à une extrême pauvreté. Très peu d'entre eux sont prêts à envisager l'abstinence. En effet, à côté de la lutte pour la survie et le soulagement temporaire que la drogue peut apporter dans un monde difficile, l'abstinence apparaît comme un objectif démesuré.

Une démarche plus réaliste consiste à intervenir sur leur environnement immédiat pour améliorer leur qualité de vie. Participer à cet environnement nous permet d'ajouter des éléments répondant à leurs besoins, tels que l'hygiène, le repos, et des lieux d'hébergement.

Autrement dit, au lieu de demander à l'usager de faire un changement radical dans sa vie, nous répondons à ses besoins. Plutôt que de viser la suppression de la consommation de drogues, nous créons un lien et ajoutons des éléments. Il s'avère que ces ajouts peuvent aussi entraîner des changements très importants. L'exemple classique est celui de la réduction des risques. Lorsqu'on met à disposition des usagers de drogues injectables des seringues propres et des traitements de substitution, l'usager évite la contamination par le VIH et n'est plus contraint de chercher le produit. Dans la même logique, si l'usager dispose d'un lieu où dormir, il n'est pas obligé de consommer toute la nuit. L'amélioration de la qualité de vie représente un changement important dans la vie.

Et les applaudissements? Peut-être cela n'est-il pas nécessaire, nous avons juste répondu à des besoins et créé des liens.

Balance ton caillou

Par les usagers de l'Espace Porte de la Chapelle

Nous avons posé quelques questions à un groupe d'usagers fréquentant l'Espace de repos Porte de la Chapelle (Gaïa / Aurore). Ils et elles étaient invités à s'exprimer sur les aspects positifs et négatifs concernant l'inhalation de cocaïne basée. Nous réunissons ici certaines réponses sous forme de « balance décisionnelle collective ».

Ce que nous apprécions dans la consommation

Je kiffe fumer. Ça s'appelle « fumer un kif », non ?

Le crack m'a beaucoup aidé à réduire mes consommations d'alcool.

J'ai grandi au Sénégal où j'ai été mariée de force. Comme je m'y suis opposée, on m'a frappée et on a essayé de me tuer. Fumer me permet de ne pas penser à ces souvenirs.

Au début, j'ai apprécié cette expérience nouvelle qui satisfaisait ma curiosité permanente.

J'ai découvert la fumette avec des potes. On venait en voiture acheter du caillou, on n'était pas dans la misère à l'époque. C'était un bon moyen de kiffer une bonne défonce entre potes, qui procurait beaucoup de plaisir.

Ce que nous n'apprécions pas dans l'abstinence

Si je ne fume pas, je pense tout le temps à ces souvenirs.


Depuis toutes les années que je fume, je n'arrive plus à apprécier les autres plaisirs de la vie si je ne suis pas défoncé (déjà que même défoncé, je les apprécie de moins en moins...).

Le craving du crack est très pénible.

Ce que nous n'apprécions pas dans la consommation



Le kif est beaucoup trop rapide.
Et le plaisir est de moins en moins fort.
Au fil des années, le plaisir diminue.



Plus je fume, plus ces souvenirs deviennent envahissants à chaque descente.

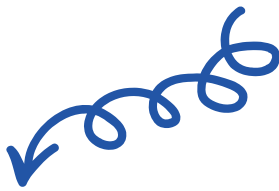


Maintenant, fumer n'est plus une expérience nouvelle. C'est tout le temps pareil.



Le caillou, ça coûte tellement cher.
Ça empêche de faire d'autres choses. Quand tu penses à tout ce qu'on pourrait faire avec cet argent, c'est impressionnant. Même les cadres bien payés, ils dépensent moins que nous chaque jour.

Ce que nous apprécions dans l'abstinence



Si je ne fumais pas, je pourrais faire moins la manche, dormir la nuit, reprendre une vie normale et retrouver mes amis. J'irais au cinéma, au restaurant.



Si je ne fumais pas, je n'aurais pas à assumer toutes les conséquences de la consommation. Mais il faut assumer. C'est comme si tu choisis de travailler, c'est super tu vas gagner de l'argent, mais tu vas devoir assumer que ça prend du temps, que t'es tout le temps fatigué et que tu dois supporter un patron qui te traite mal.



Je voudrais de nouveau satisfaire ma curiosité avec de nouvelles expériences.

Les patient·e-s du CSAPA EGO consomment moins et se soignent

Nous avons échangé à propos de leur consommation avec les patients du Centre de soins, accompagnement et prévention en addictologie EGO.

Un peu plus de vingt usagers et usagères du CSAPA EGO se sont prêtés au jeu. Ils et elles ont accepté de remplir en autonomie un questionnaire complètement anonyme sur leur prise en charge au CSAPA. Un quart d'entre eux déclarent avoir arrêté la consommation de tous les produits sauf le tabac, et les trois quarts restant déclarent avoir réduit ou arrêté la consommation d'un ou plusieurs produits, à défaut d'être devenus totalement abstinent·e-s. Tou·te-s les répondant·e-s estiment que leur prise en charge au CSAPA « a changé quelque chose à leur vie ». Outre la consommation de produits, plus des trois quarts des répondants déclarent s'occuper davantage de leur santé et estiment également que leur état de santé s'est amélioré depuis le début de leur suivi au CSAPA.

Arrêter de consommer, une question de contexte ?

Les usagers du centre d'accueil du CAARUD EGO et les professionnels ont discuté à bâtons rompus de leurs expériences de sevrage, d'abstinence et de rechutes...

Propos des usagers du CAARUD EGO

Willem*

J'ai 54 ans. Entre 25 et 50 ans, j'ai fait 9 postcures (héro, médocs, crack, alcool).

La défaite ce n'est pas de ne pas arriver à maintenir l'abstinence, la défaite c'est de ne pas essayer.

À chaque fois je suis allé en postcure pour des raisons différentes. Marre de la rue. Trop en galère. Envie de réduire mes consos.

À chaque fois, j'ai laissé tomber la postcure et j'ai reconsommé pour des raisons différentes.

Pour arrêter il faut avoir essayé plusieurs fois. Au bout d'un moment, tu auras un déclic. Pour s'en sortir il faut autant de temps que celui que tu as passé à consommer.

Une fois j'ai passé un an en postcure à Toulouse et puis j'ai passé le permis. Moi j'ai jamais eu le bac alors le permis c'était mon premier diplôme. À ce moment je me suis dit « Ah mais ok je peux faire quelque chose de ma vie en fait ».

J'ai aussi fait une postcure à Montpellier. Y avait beaucoup de monde, on n'avait pas le droit de sortir, il n'y avait pas d'activités sympas et que des activités de groupe et de racontage de vie qui font que tu te sens obligé de chouiner sur ta vie. Chacun est différent. Moi des fois j'ai juste envie de fumer des clopes tranquille dans la forêt, pas de raconter ma vie à tout le monde en cercle tous les jours. On peut dire que ce n'était pas adapté pour moi.

Albert*

Quand tu veux arrêter de fumer faut surtout pas le dire aux autres car sinon ils se sentent offensés et ils te tombent tous dessus pour t'empêcher d'arrêter. Moi je ne l'ai pas dit que je suis en train d'arrêter. Du coup, les autres continuent à me donner des cailloux. C'est un bon test pour savoir si tu es prêt à arrêter. Garder le caillou dans ta poche en prétendant que tu vas le fumer plus tard, ne pas le fumer et finir par le donner à quelqu'un d'autre.

J'ai des amis et des parents qui ne se droguent pas. Je ne leur disais pas la vérité jusqu'à présent. On s'est beaucoup éloignés petit à petit à cause de mes consos. J'ai recontacté tout ce monde pour leur parler sincèrement. Je leur ai dit la vérité.

Mais maintenant je ne vois qu'une seule chance. Faire une postcure et ne surtout pas reconsommer. Le temps que je passe en métropole à consommer, c'est du temps que je perds alors que ma famille compte sur moi.

Massidi*

Quand quelqu'un qui est consommateur vient te voir et ne sait pas que tu veux arrêter, il te parle de conso en continu et petit à petit ça abaisse tes défenses et tu as de plus en plus envie de consommer.

Pour arrêter il faudrait changer d'environnement, ne plus être à Château Rouge où tu es tout le temps sollicité par des consommateurs.

* Les prénoms ont été modifiés à la demande des personnes.

* Le terme « postcure » désigne une phase de traitement qui suit une cure de désintoxication ou de sevrage. Cette étape est cruciale pour aider le patient à maintenir son abstinence et à réintégrer la société.

« Je n'avais jamais vu ma consommation quotidienne comme une addiction »

Nous avons rencontré Esmé* dans la salle d'attente du CSAPA EGO. Elle attendait que « le traitement fasse effet », tranquillement installée sur une chaise en plastique. Elle détonnait un peu avec les autres usagers et usagère·e-s qui l'entouraient : plus apprêtée, mieux habillée...

Sa relation aux produits, problématique à ses yeux, dessine une histoire singulière.

« Je n'ai pas trop l'occasion de parler de mon addiction. Mes proches, mes ami·e·s, ma famille ne sont pas consommateur·rice·s de substances, ne comprennent pas mon problème et surtout sont gêné·e·s quand je l'aborde. Il y a une douzaine d'années, j'ai eu un accident de la route. Je fumais déjà des cigarettes mais c'est tout, je ne buvais même pas d'alcool. On me prescrit du Dafalgan codéiné pour les douleurs résiduelles (la codéine est un opiacé). Et là, j'adore l'effet. Ça me fait rigoler. Et puis cette sensation de bien-être, d'être dans le coton... Quand mon médecin m'a conseillé d'arrêter, j'ai suivi ses conseils. Et puis, je ne sais pas ce qui s'est passé dans ma vie, à un moment j'ai eu envie (ou besoin ?) de retrouver ces sensations, cette bulle qui me manquait. La codéine était en vente libre en pharmacie, j'en prenais trois par jour, tous les jours sans exception.

Ça ne me posait pas de problème... jusqu'à ce que ça soit interdit d'en acheter sans ordonnance (à partir de l'été 2017). Je n'avais pas prévu de stock, je ne suis pas assez organisée pour cela. Le temps que j'ai pu perdre depuis pour réussir à m'en procurer ! J'ai mis en place plusieurs techniques. La plus simple c'est d'aller à chaque fois dans un centre médical différent, d'inventer des douleurs somatiques (le mal de dos c'est mon préféré) et d'insis-

ter pour avoir une prescription codéinée. Ça a été très malaisant pour moi : je n'avais jamais considéré que mes consommations de codéine étaient une addiction ; je n'aime pas tricher, je ne me trouvais pas subversive. Et d'un coup, je me retrouve à mentir et à prendre des risques pour des cachets. Le plus gros souci, ça a été certaines relations toxiques, des personnes qui ont pu utiliser leur accès aux médicaments comme un pouvoir sur moi. Une ex m'a même offert de la codéine dans un paquet-cadeau à Noël. Quand j'y repense, c'est hyper bizarre et malsain, non ?

Je suis venu au CSAPA pour trouver de l'aide. Je l'ai trouvée et maintenant je suis sous TSO, ce qui me facilite la vie. Mais au milieu des autres usager·e·s du CSAPA, des fois j'ai l'impression d'être regardée différemment. Je suis comme tout le monde ici, même si mon produit n'est pas le même. Est-ce que la codéine est moins forte que l'héroïne ? Est-ce qu'on voit que j'ai un peu de revenus et que je ne suis pas totalement à la rue ? En tout cas, des fois j'ai l'impression qu'on croit que je suis venue m'encanailler dans ce CSAPA (qui accueille une large part de consommateur·rice·s très précaires). Ce n'est pas du tout comme ça que je vois les choses. »

Esmé*, usagère du CSAPA EGO

*Le prénom a été modifié à la demande de la personne.

Éléments de contexte sur le suivi de l'addiction à la codéine au CSAPA EGO

Le profil d'Esmé, au niveau consommations et suivi médical, est très courant en addictologie. Ça commence par un accident ou une pathologie entraînant d'importantes douleurs somatiques ponctuelles, traitées avec de la codéine ou un autre antalgique opiacé. La personne abuse de son traitement et développe une dépendance qu'elle (se) cache pendant un certain temps.

En revanche, c'est un profil très rare au CSAPA EGO. Lorsque des personnes nous téléphonent et nous font part de consommations similaires, on préfère les orienter vers des CSAPA du sud de Paris ou le CSAPA Ménilmontant, de manière à pouvoir continuer d'accueillir les personnes qui ont besoin de délivrance de traitement, comme un TSO, sur place (parce qu'elles n'ont pas de sécurité sociale, parce qu'elles nécessitent qu'on surveille leur prise quotidienne ou parce qu'elles ne peuvent conserver sans risque plusieurs jours de traitement avec elles).

Les consommateur·rice·s de codéine suivis au CSAPA EGO sont, presque toujours, polyconsommateur·rice·s (stimulants, Skenan, héroïne).

Pierre Romand

Faire de la sociologie en temps de « crise »

Chroniques d'une chercheuse dans le royaume de la RdR.

Aux origines d'une enquête « par le bas »

En 2020, l'association Aurore m'a ouvert les portes ! Après avoir travaillé entre 2014 et 2016 au sujet des populations consommatrices de crack au Brésil, mon pays d'origine, je cherchais désormais à enquêter sur les usages de ce dérivé de la cocaïne en France. Plus précisément, je m'intéressais à la situation dans le nord-est parisien qui, encore peu exploitée à l'époque par les recherches en sciences sociales, faisait alors l'objet d'une forte attention médiatique et politique. Dans ce contexte, de par son protagonisme historique dans le territoire et dans le champ de la RdR, EGO apparaissait comme une voie d'entrée particulièrement féconde pour mener un travail de terrain sociologique « par le bas », c'est-à-dire au plus près des deux principaux groupes sociaux concernés par mon enquête : celui des usager·es de crack, d'une part, et celui des intervenant·es du secteur médico-social, d'autre part.

Entre « crise » sanitaire et « crise » du crack

La période n'était pourtant pas facile pour accueillir une sociologue chez soi ! La pandémie avait fortement bouleversé la vie des services, des professionnel·les, encore plus celle des usager·es, qui éprouvaient des difficultés grandissantes dans la rue. Sous-effectif, restrictions de circulation et d'action, adaptation en continu des équipes, usager·es épuisé·es, précarité en hausse, émotions à fleur de peau... En plus de la crise sanitaire et sociale, l'année de 2020 était agitée politiquement en matière de crack, avec des déplacements successifs des populations consommatrices dans le « triangle d'or » parisien, de l'ancienne « Colline » jusqu'à Stalingrad. De même, et en conséquence, le Plan Crack gagnait en puissance, ainsi que les attentes et les tensions autour des interventions de la RdR. Faire confiance et se livrer à une chercheuse dans un moment si délicat suppose un minimum de conviction et d'engagement dans la cause. Si mon enquête a finalement pu voir le jour, c'est bien parce que toute l'équipe et, bien sûr, les usager·es d'EGO ont voulu, malgré tout, m'accepter quotidiennement auprès d'eux, au sein de la structure et au-delà, en arpentant ensemble le nord-est de Paris !



Enquêter sous tension, en terrain sensible

Entretiens, discussions informelles, observations participantes au sein des services et dans la rue... Si le recueil de données ethnographiques ne va jamais de soi, exigeant beaucoup de réflexivité, d'adaptation et de persévérance, les conditions de mise en place de ma recherche en ont accentué les dilemmes et les difficultés. Le contexte social et politique a créé parfois un climat peu propice aux échanges et aux relations sereines entre mes enquêté·es et moi, ainsi qu'entre eux, professionnel·les et usager·es. L'urgence était à l'ordre du jour pour les un·es comme pour les autres, au moment même où, par ailleurs, de nombreuses problématiques nouvelles venaient s'ajouter à la gestion de la vie collec-



Une démarche passionnante et riche en apprentissages

Si rentrer sur ce terrain et l'arpenter n'a pas été une entreprise facile, partir de celui-ci, en 2021, l'a été encore moins ! J'avais tissé des liens forts avec de nombreuses personnes et ce ne fut pas une mince affaire de devoir m'en éloigner et « prendre de la distance », au sens propre comme au figuré. Sans m'apercevoir, j'étais devenue une passionnée de la RdR et des histoires de vie de ses acteurs·trices, aussi tragiques que surprenantes. Mon travail de terrain a surtout été source de nombreux petits et grands bonheurs partagés autour d'un café, d'une madeleine et d'une galette. J'ai beaucoup apprécié entendre les histoires personnelles et récits professionnels de chacun·e et me suis sentie toujours très honorée d'avoir l'opportunité d'apprendre autant tous les jours, grâce à la confiance, à la complicité et au « don de soi » de chacun·e. J'ai beaucoup appris avec les usager·es sur l'amitié, sur l'amour, sur la vie, sur les difficultés que l'être humain est capable de surmonter. Avec les professionnel·les, j'ai eu également le bonheur de voir des personnes très engagées dans leur travail et passionné·es par leurs missions, alors même que les conditions d'exercice sont souvent précaires et décourageantes. Auprès d'elles, je me suis beaucoup enrichie en tant qu'être humain et sociologue.

Au bout de cette aventure, en plus de plusieurs dizaines d'heures d'observation et d'échanges informels, j'ai mené une vingtaine d'entretiens auprès des usager·es d'EGO afin de comprendre leurs parcours de vie et de soins, leurs engagements différenciés dans les mondes du crack et de la marginalité urbaine parisienne. Ces entretiens ont été complétés par une trentaine d'entrevues auprès des professionnel·les d'EGO et de certains de ses partenaires, qui ont pu, entre autres, raconter leur expérience et leur engagement professionnel au sein de la RdR et de la problématique du crack à Paris. À rebours des filtres misérabilistes, du traitement médiatique stigmatisant ou de l'instrumentalisation politique de la question du crack, cette expérience m'a apporté des connaissances très précieuses sur le produit, ses usager·es et les problématiques qui entourent à la fois leur accompagnement médico-social et leur réinsertion dans une grande ville comme Paris, aussi riche qu'inégalitaire. D'autant plus que si les temps de « crise » que nous avons traversé ont rendu l'exercice de l'enquête sociologique plus délicat et sinueux, ils ont en même temps constitué un fort révélateur des principaux enjeux sociaux de mon terrain : l'accès à la santé, à la dignité et au droit de cité. Reste le souhait que mon travail puisse faire évoluer les savoirs et les politiques dans le champ de la RdR, contribuant à améliorer les conditions de vie des usager·es, au cœur de mes préoccupations et engagements ! Mille mercis à vous tous·tes !

tive et aux interactions humaines, entre confinements, couvre-feux, gestes barrières et distanciation sociale.

À côté de cette conjoncture complexe, je me suis, bien sûr, heurtée à des difficultés propres aux mondes nouveaux et mouvants sur lesquels j'enquêtais. Par exemple, il m'a fallu petit à petit apprendre les contours du territoire et de ses marchés de rue, la composition de ses populations anciennes et récentes, des différents acteurs y intervenant, y compris ceux du pan répressif. J'ai dû aussi prendre mes marques, en essayant de comprendre, tant que faire se peut, les histoires individuelles et collectives auxquelles j'étais alors confrontée et dont je faisais désormais partie.

De même, il m'a été nécessaire de m'ajuster en permanence aux temporalités et états d'âme de chacun·e, afin d'évoluer dans un milieu sensible, où la méfiance et l'instabilité jalonnent parfois les relations. Comment saisir les ruptures biographiques, les épreuves vécues, les styles de vie complexes qui se donnaient à voir ? Comment décrire et faire parler sans renforcer le stigmate lié aux expériences et façons de vivre à la marge ? Comment aborder le parcours de « conso » et ses ambivalences, en préservant la personne qui se raconte de souvenirs difficiles ? Et comment, finalement, concilier les objectifs scientifiques avec une posture de recherche respectueuse des silences, des secrets et des passages indicibles de l'expérience de chacun·e ?

En lien avec ces questionnements et bien d'autres qui m'ont traversée, un autre défi important a été d'être témoin d'histoires de vie très difficiles et d'assister à des situations de vulnérabilité sociale très forte, face auxquelles je ne pouvais guère grand-chose. Bien sûr, sur le terrain, j'ai pu m'engager concrètement auprès des équipes et des usager·es, en distribuant des cafés, des collations ou du matériel de « conso », en faisant un peu d'administratif, en partageant des informations sur les dispositifs, en écoutant attentivement les usager·es et les professionnel·les « à bout », etc. Par-delà mon double engagement scientifique et bénévole, j'ai été souvent accaparée d'un sentiment d'être démunie face à un contexte social et professionnel complexe, où les ressources disponibles sont bien en deçà des besoins, d'un côté comme de l'autre.

Julie Costa



Un kit, des seringues et de la dignité

Plongée dans le quotidien de STEP, le Programme d'Échange de Seringues (PES) du Centre de réduction des risques EGO.

On peut imaginer un PES comme un endroit où les usagers de drogues en tous genres viennent s'approvisionner en matériel stérile et rapporter du matériel usagé. On imagine aussi, et avec raison, que les usagers de drogues viennent chez nous pour s'informer sur les bonnes pratiques d'usage, faire analyser des produits, se faire dépister au niveau sérologique, accéder à leurs droits, etc. Délivrer, récupérer, informer et dépister, c'est donc a priori ce que nous, professionnels, sommes censés y faire en conformité avec nos missions. Tous ceux qui ont travaillé dans ce lieu ne serait-ce qu'une journée, finissent par constater, en en faisant

l'expérience, qu'ils font beaucoup plus que cela. Ils accomplissent des tâches qui dépassent bien souvent la mission en fonction des demandes qui peuvent être innombrables, inattendues et parfois insolites.

L'inventaire à la Prévert

À titre d'exemple, on nous a déjà demandé de vérifier sur internet le prix d'un objet trouvé dans la rue, d'enregistrer de la musique sur une carte SIM, de traduire une réponse reçue sur un site de rencontre, d'appeler une prison pour avertir d'un retard lors d'une permission, de retrouver l'adresse d'un ami ou un parent, de garder

un chien le temps d'aller faire une course, de consulter les résultats du loto, d'écrire à un conjoint parti pour le convaincre de revenir, d'aider à scotcher un billet d'argent déchiré, de chercher le taux de change d'un billet de banque étranger (souvent une grosse déception). Quant aux objets pour lesquels nous sommes sollicités, la liste est encore plus longue : timbre, colle, chaussette, briquet, pile...

Passer une journée dans n'importe quelle antenne d'un Centre d'Accueil et d'Accompagnement en Réduction des risques à destination des Usagers de Drogues (CAARUD), c'est être submergé par un flot continu de demandes. Il faut préciser que STEP accueille dans le 18^e arrondissement de Paris un public en grande partie très précaire. Face à cette avalanche de demandes, l'expérience nous a appris à faire le tri, à prioriser les plus urgentes. Notre travail consiste aussi à décoder celles qui en cachent d'autres et à y adapter nos réponses, voire aussi à orienter les usagers vers d'autres services quand il le faut.

Une fenêtre sur l'humanité

Le public que nous accueillons est très divers, il est à l'image de la composition sociale d'un quartier cosmopolite de Paris. Notre centre est donc une excellente fenêtre sur l'humanité : fenêtre à partir de laquelle on peut observer des stratégies de survie et d'adaptation hors du commun, des systèmes de solidarité sans lesquels il est impossible de survivre dans la rue, ou des scénarios ingénieux pour se faire un peu d'argent.

Au quotidien nous voyons à l'œuvre les techniques de négociation subtiles, les embrouilles et trahisons qui s'effacent aussi vite pour laisser place à de nouveaux départs, un système hiérarchique et un réseau relationnel complexes qui régissent les rapports de rue, une économie où la drogue, les tuyaux, le troc, forment un système d'échange dont la subtilité échappe aux non-initiés.

Notre centre est un observatoire où on peut constater différents rapports aux consommations et aux soins, les luttes acharnées contre l'emprise du produit, les effets nocifs de la précarité sur les parcours de soins, le désarroi et l'incompréhension des familles, les combats inégaux avec la bureaucratie, le temps de la justice souvent en décalage avec celui des usagers (les sanctions qui tombent quand la personne est déjà passée à autre chose et qui ramènent tout à zéro). C'est aussi un lieu donnant accès à une multitude de discours expli-

C'est cette variété humaine, cette diversité des individus, cette complexité des rapports qui font la richesse du lieu et qui alimentent le travail d'élaboration du sens qu'on a besoin de reconstruire en permanence.

catifs sur les circonstances qui mènent à la consommation, sur ce qui pousse à entreprendre une cure, sur les raisons des rechutes, sur le sens que les uns et les autres attribuent aux différents événements.

Là aussi nous n'avons pas affaire à un discours unifié, conforme et homogène : ça va de ceux qui s'attribuent une responsabilité excessive sur leur parcours de consommation à ceux qui rejettent tout sur la famille, les institutions, la société ou l'entourage. On y entend aussi des discours qui vont de la lucidité la plus extrême aux délires les plus invraisemblables.

Des profils à profusion

Des profils à profusion

Exercer au CAARUD, c'est être également confronté à une diversité de personnages et de situations uniques. On y rencontre, par exemple, ceux qui sont attentifs aux conseils RdR qui se renseignent et changent leurs pratiques, comme ceux hermétiques au changement et dont le rituel de consommation est immuable, ceux qui nous remercient d'être là ou ceux qui nous reprochent de les maintenir dans la dépendance.

On a aussi les pressés qui courent constamment derrière le produit, ne font que des passages éclair, les insérés qui gèrent tranquillement leurs consommations et mènent une vie « normale », les vieux caïds pleins de respect pour le personnel, et parfois aussi ceux que ça rassure de jouer les durs et qui peinent à être crédibles.

Parmi cette galerie de personnages, on a le paranoïaque qui se méfie de tout, le délirant qui n'est accepté nulle part, le discret dont on remarque à peine la présence, l'utilisateur plein d'humour qui nous apporte un bol d'air à chaque passage ou celui qui raconte la même blague depuis toujours.

On y croise aussi celui qui se plaint tout le temps au point de plomber le moral des plus optimistes, le coriace dont ni la rue ni la drogue n'ont pu entamer la volonté, le super-héros qui passe ses journées à sauver des gens, le tricheur qui est le seul à croire à son manège, ou encore celui qui nous reproche de ne servir à rien mais sollicite constamment nos services.

De la dignité avant tout

C'est cette variété humaine, cette diversité des individus, cette complexité des rapports qui font la richesse du lieu et qui alimentent le travail d'élaboration du sens qu'on a besoin de reconstruire en permanence.

Au-delà des différents services que nous pouvons offrir à un public d'usagers de drogues, souvent exclu et stigmatisé, au-delà de toutes les sollicitations qu'on peut satisfaire, il y a la demande de respect, de considération et de reconnaissance qui sous-tend toutes les autres. L'écoute, le dialogue la relation de bienveillance sont nos principaux outils pour y parvenir.

Abdel Berghachi

Accompagner vers la régularisation administrative, c'est aussi de la RdR

L'équipe de maraudes de réduction des risques Première Ligne, rattachée au CAARUD EGO, va à la rencontre des consommateur·rice·s précaires, en rue. Nombre d'entre eux, notamment dans le Nord-Est parisien, sont en situation administrative irrégulière, ce qui constitue un obstacle pour de nombreuses démarches et nécessite un accompagnement spécifique.

Idealement, la réduction des risques auprès des consommateur·rice·s précaires du Nord-Est parisien pourrait systématiquement inclure un accompagnement vers la régularisation de leur situation administrative. Nombre d'entre elles et eux n'ont pas de titre de séjour en règle, soit parce qu'ils et elles sont arrivé·e·s en France « clandestinement », à l'issue d'un parcours migratoire le plus souvent traumatique, soit parce que leur droit au séjour est arrivé à expiration.

Obtenir des papiers en règle, c'est d'abord faire baisser significativement l'angoisse. Les personnes dites « sans-papiers » nous font part de leur peur centrale de subir un contrôle d'identité, d'être placées en Centre de rétention administrative (CRA) et expulsées dans un pays dans lequel elles n'ont souvent plus de famille ni amis, voire dans lequel elles sont en danger. Certaines d'entre elles verbalisent explicitement qu'elles consomment des substances psychoactives, comme le crack, pour gérer cette angoisse. Par ailleurs, cette peur complique les déplacements. Un usager nous racontait récemment : « Je ne viens pas en permanence sociale, parce qu'il faudrait que je prenne les transports et c'est toujours rempli de policiers... Trop risqué... » Une autre personne, qui multiplie les fausses identités dans l'espoir de ne pas être expulsée en cas de contrôle de police, refusait de se rendre à sa domiciliation administrative pour récupérer du courrier essentiel « parce qu'ils demandent que je vienne avec une pièce d'identité, et c'est trop dangereux pour moi d'avoir la pièce d'identité sur moi, je ne veux pas que la police connaisse mon vrai nom ».

Obtenir des papiers en règle, c'est d'abord faire baisser significativement l'angoisse.

(...)

Certaines d'entre elles verbalisent explicitement qu'elles consomment des substances psychoactives, comme le crack, pour gérer cette angoisse.

Malgré les précautions que les consommateurs en situation administrative irrégulière mettent en place, leur accompagnement est plus fréquemment interrompu que celui des personnes « régulières ». Les personnes sans droit au séjour

sont moins enclines à recourir à la police lorsqu'elles subissent des violences et sont donc des cibles toutes désignées pour le racket, le travail du sexe forcé et l'exploitation en général. De plus, ces personnes sont régulièrement retenues en CRA. « Il y avait ce monsieur », se rappelle l'une des collègues de l'équipe mobile, « avec lequel on avait commencé plein de démarches. On était super confiants. Et puis il s'est retrouvé au CRA de Vincennes. À peine avait-on eu le temps de faire le lien avec les juristes bénévoles qui interviennent là-bas pour qu'ils reprennent son dossier, et monsieur s'est retrouvé en maison d'arrêt au Bois d'Arcy. Alors on a refait le lien avec le SPIP. Et à la sortie de la très courte détention de monsieur, la police aux frontières (PAF) est venue le chercher à la porte de la maison d'arrêt pour l'emmener au CRA de Menil-Amelot. Ce n'était même pas la même association de juristes qui intervient au Menil-Amelot, donc le suivi de monsieur a été remis à zéro au moins trois fois de suite. Les collègues et moi étions dégoûtés. »

De nouveaux espoirs s'offrent à une personne dont la situation administrative est régularisée. Possibilité de toucher, dans certains cas, le RSA ou l'Allocation adulte handicapé (AAH), dont une partie sera probablement utilisée pour acheter des produits et une autre pour se nourrir et prendre soin de soi, voire dormir à l'abri. Des besoins incompressibles de toute manière, que les personnes sans ressources satisfont souvent en prenant de gros risques pour leur santé et leur liberté (travail du sexe, activités illégales...).

Possibilité aussi d'accéder plus facilement aux soins, y compris pour des problèmes de santé qui ne sont pas jugés suffisamment urgents pour être pris en charge sans droits de santé mais qui peuvent aussi expliquer en partie les consommations. « En traversant la frontière, je me suis ouvert de partout, maintenant c'est refermé mais j'ai mal en permanence... sauf quand je fume », rapporte par exemple un usager de l'Espace de Repos de Porte de la Chapelle.

Enfin, la régularisation administrative est un préalable à la réinsertion professionnelle ou pour la plupart des projets qui peuvent servir de moteur à des personnes pour s'éloigner un peu des consommations.

Magali Marotel

Des portraits pour travailler sur « ce corps mis à mal »

Les usagers et usagères accueillis dans les services EGO, CAARUD et CSAPA notamment, ont souvent des parcours de vie difficiles: migration parfois traumatique, vie en rue anxiogène et dangereuse, violences subies et perpétuées, ruptures familiales et amicales, enfermement pénal ou psychiatrique, précarité générale... De ce fait, leur estime de soi ainsi que la représentation qu'ils ont d'eux-mêmes sont souvent lourdement dégradées.

Par ailleurs, les consommateur·rice·s de drogues précaires sont très souvent marginalisé·e·s et victimes de représentations négatives dans les médias. Ils et elles sont ainsi peu ou mal visible·e·s et ils et elles le ressentent.

Face à cela, nous avons monté en 2022 un projet que nous avons intitulé « Photocare ». L'idée du projet était de proposer aux usagers et usagères une séance photo avec un photographe professionnel à l'issue de laquelle ils et elles pourraient repartir avec un tirage en direct du cliché. Pour que Photocare voie le jour, nous avons effec-



Rozan : « Je suis à la Goutte d'Or depuis que je suis tout petit et à EGO depuis que l'association est toute petite. Toujours à vélo mais plus dans l'héro. On m'appelle 90 jusqu'à Chatelet »



Hanys : « Ecris Polonais ça suffit »

tué une demande de subvention auprès de la Fédération des Acteurs de la Solidarité, que nous avons obtenue.

À partir de fin 2022, début 2023, le projet s'est mis en place. D'abord lors de la fête de fin d'année d'EGO, organisée hors des murs des services. Les usagers et les professionnels ont pu profiter de la présence d'une photographe professionnelle et de ses assistant·e·s. Une centaine de portraits ont été réalisés. Nous avons pu observer les bienfaits du projet par les retours des usagers concernés qui se sont amusés et ont eu plaisir à avoir un beau portrait d'eux en leur possession. Certains ont profité d'avoir leur photo pour en envoyer au pays ou à la famille. Nombre d'entre eux n'en revenaient pas de se voir ainsi mis en valeur : « Moi, je croyais que j'étais moche, mais en fait ça va ! ».

Le projet s'est ensuite étendu au Centre d'accueil du CAAURD EGO, puis à STEP, au CSAPA boulevard de la Chapelle et à l'Espace de Repos porte de la Chapelle. Une exposition est envisagée en 2023 à STEP pour rendre compte du travail effectué.

Nina Astorri

SUBSTANTIA

Regards sur la RdR en Italie

Chiara Perlongo et Matteo Stefania, collègues italophones d'EGO, ont participé cette année à Vérone, dans le nord de l'Italie, au congrès SUBSTANTIA.

L'événement de trois jours, organisé par l'association InfoSpazio 161, a mêlé débats, conférences et spectacle vivant autour des drogues, des contre-cultures et de la réduction des risques. Il a permis à plusieurs professionnel·le·s du secteur de se rencontrer et d'échanger autour de leurs pratiques, contextes de travail et publics.

L'historien Pablito El Drito a ouvert le bal en présentant ses ouvrages consacrés aux *rave parties* des années 90. Il a animé un débat autour de la réduction des risques (RdR) avec les pionniers de la *teuf* : les femmes et les hommes qui ont pratiqué la RdR avant qu'elle ne prenne cette dénomination officielle.

La deuxième journée était entièrement consacrée à la *Riduzione del Danno* (RdD). Le terme vient de l'anglais *Harm reduction* et préfère « réduction du dommage » à « réduction du risque ». Pino di Pino, coordinateur du réseau italien ITARDD, a retracé l'histoire des quarante dernières années à travers le portrait de quelques piliers de la RdR à l'international : Pat O'Hare, inventeur du programme d'échange de seringues (PES) à Liverpool au milieu des années 80 mais aussi, entre autres, Franz Trautman, qui a théorisé et jeté les bases de l'auto-support entre pairs. L'intervention des collègues d'EGO a permis d'intégrer les initiatives françaises à cette histoire européenne et occidentale, des enjeux de santé communautaires jusqu'à la loi de 2005, sans oublier le rôle d'EGO dans les avancées des dernières décennies.

S'inscrire dans le présent

L'objectif de SUBSTANTIA n'était pas de se répéter une histoire déjà écrite et connue. Au contraire, l'événement visait à réfléchir sur les consommations et consommateurs d'aujourd'hui, à l'instar de Marco Falconieri, président de l'association La Carovana, qui intervient à Bologne. Marco a parlé de chemsex en dénonçant un système sanitaire genré, excluant et inadapté pour accompagner la complexité du phénomène. Nous savons malheureusement que l'embarras dans la prise en charge des personnes pratiquant le chemsex est un problème qui dépasse les frontières italiennes.



Des similitudes entre les deux pays

Les témoignages des salarié·e·s ont présenté la situation et les activités menées à Paris et en France aujourd'hui. Apparemment, cette intervention a fortement encouragé les travailleuses et travailleurs sociaux du secteur d'un pays, l'Italie, où il manque encore une loi qui permettrait à la RdR de s'inscrire officiellement en tant que pratique d'accompagnement médico-sociale structurée sur le long terme.

En dehors du cadre législatif, la réalité du terrain italien présente différentes similitudes avec Paris et la France. Les SERD ou SERDT, selon la région, garantissent la délivrance de traitements de substitution et exercent les fonctions d'un CSAPA. On peut également trouver des *Drop-In*, les équivalents des CAARUD mais sans obligation de présence, répartis sur le territoire.

Les consommatrices et les consommateurs ont à peu près les mêmes profils des deux côtés des Alpes. Pareil pour les produits et les géographies de consommations. On assiste notamment à un retour de l'héroïne, qui, jusqu'en 2018 pouvait être achetée à cinq euros dans le « bois de la drogue » de Milan. Similairement à la « colline du crack » parisienne, cette scène de consommation à ciel ouvert a été démantelée ces dernières années sans que soit proposée une autre solution.

Une lente prise de conscience

Le mot de la fin a été prononcé par Barbara Bonvicini, militante en milieu associatif pour la légalisation du cannabis et la dépénalisation des autres produits ; femme politique affiliée au parti des *Radicali* en Lombardie et aussi autrice du *Strafatti Podcast* (« Podcast des défoncés » en français).



Son intervention s'est concentrée sur des fonds régionaux dont l'existence et les contenus ne sont pas très connus. Il s'agit des Niveaux Essentiels d'Assistance au citoyen (LEA, en italien). Autrement dit, une liste de services sanitaires de première nécessité. L'assistance aux personnes en situation de dépendance psychologique figure dans la liste des LEA. Cela signifie que les manières d'inclure la RdR dans les pratiques médico-sociales des régions existent, mais que le monde politique et les institutions ne s'en saisissent pas. Conséquence de ce manque de considération vis-à-vis de la RdR : on ne bouge pas du paradigme médico-légal et « le toxicomane » reste un malade à punir et soigner à tout prix.

Les paroles de Barbara mettent en évidence une petite prise de conscience des bienfaits de la RdR, même dans un pays qui est loin de la reconnaître entièrement. Il faut quand même souligner que, bien que la RdR soit prévue comme outil d'intervention essentiel depuis 2017, il n'existe pas encore de directive qui indique quels services sont obligatoires concrètement pour l'accompagnement de personnes consommatrices de drogues.

Les discours autour de la drogue en Italie, même avant la montée de l'extrême droite, n'ont pas beaucoup évolué ces dernières années. Malgré les avancées liées à la vente de CBD dans des magasins autorisés, plusieurs propositions de loi et de référendum en faveur d'un cadre moins rigide vis-à-vis des politiques contre le cannabis ont été rejetées. De plus, l'année 2022 a été marquée par le vote d'une loi qui attaque violemment les *free parties* ; un texte stigmatisant et ambigu, dont la constitutionnalité est encore en cours de discussion.

Les difficultés du *Drug Checking*

La grande absente de SUBSTANTIA est l'association Neutavel Project, qui, depuis 2015, a introduit de manière autofinancée le *Drug Checking* sur le territoire italien, notamment dans la région de Turin (équivalent de l'analyse de produit française). Invités, ses représentant·e·s n'ont pas pu participer, faute de renouvellement des financements. Aujourd'hui, des mois après la tenue de SUBSTANTIA, le Projet Neutavel n'est toujours pas refinancé.

En effet, c'est en observant les possibilités d'analyse de produits en Italie que l'on trouve les plus grands écarts avec d'autres Pays d'Europe : le *Drug Checking* est possible, pour les particulier·e·s, seulement dans certaines régions. À Venise, il est possible de faire analyser les filtres, avec l'inconvénient que le produit doit d'abord être consommé ; à défaut, les personnes tendent à envoyer leurs produits par la poste à Energy Control à Barcelone, ce qui coûte quarante euros.

De nouvelles perspectives

Ces journées de réflexion autour de la drogue, des contre-cultures et de la RdR se sont terminées sur une table ronde dédiée aux possibilités d'action des associations et des professionnel·le·s du médico-social dans l'agglomération de Vérone. L'expérience a continué après SUBSTANTIA, avec la visite de Pino di Pino à EGO. Les journées en Italie ont permis d'élargir le réseau de collaborations et de représenter notre association à l'étranger. L'union fait la force et le travail d'ensemble fait rêver d'autres futurs possibles.

Matteo Stefania et Chiara Perlongo

DOTMOCRACY

Un outil d'animation de la vie politique communautaire

Durant deux jours, au CSAPA EGO, les usagers et usagères ont été invité·e·s à participer à un exercice de Dotmocracy. Natalia, à l'initiative du projet, en raconte les tenants et aboutissants.

Lorsque j'ai demandé à Mamadou* dans quelle mesure il estime que sa prise en charge au CSAPA EGO respecte le principe de confidentialité, il m'a répondu : « Le respect de confidentialité à 100%, c'est quand tu emmènes tes secrets dans ta tombe ! » Et il a collé une gommette jaune sur le mur derrière lui. D'autres patient·e·s étaient tout aussi inspiré·e·s. Concernant son droit à la renonciation, Marco* s'est plaint que son traitement antipsychotique par injection retard ne peut être interrompu à volonté. Il a donc collé une gommette rouge vif dans la case appropriée.

Ce jour-là, j'ai passé toute la journée dans le hall du CSAPA EGO à mener un exercice de participation politique surnommé *Dotmocracy*. Concrètement, je proposais aux personnes accueillies de s'exprimer sur leur ressenti concernant le respect de leurs droits. Elles étaient invitées à coller des gommettes vertes, jaunes ou rouges à côté de chacun des droits en fonction de leur niveau de satisfaction (respectivement pour signifier que le droit est perçu comme respecté, moyennement respecté ou non respecté).

Collègues du médico-social, ne vous êtes-vous jamais demandé comment faire pour que nos propositions de soin correspondent mieux aux attentes des personnes dont la voix est muselée et rejetée ? Dans le cadre du projet d'établissement du CSAPA EGO, les mécanismes d'expression et de participation des usagers et usagères sont fondamentaux pour favoriser l'engagement du patient dans sa prise en charge, contribuer à l'alliance thérapeutique avec l'équipe des professionnels et adapter le parcours de soins à la singularité de chacun·e.

Au CSAPA EGO, la spécificité de notre public nous amène à réfléchir à des mécanismes de participation accessibles à un public très divers au niveau de la scolarité, de la langue, de la nationalité, de la culture, du fonctionnement cognitif et psychique. C'est pourquoi, nous avons choisi cet outil de *Dotmocracy*, dont le format est simple à comprendre (voter par points parmi une série d'options limitées) et qui requiert un temps d'attention court.

J'ai mené cet exercice sur deux journées pleines. Vingt-sept personnes ont participé à chacun des deux jours. Les consignes étaient traduites en anglais, géorgien, russe et arabe. Chaque droit, issu des « douze droits des usagers », était représenté par un pictogramme et décrit par des mots-clés, eux aussi traduits. Il est important de noter que la traduction des droits a été faite avec la collaboration de nos collègues interprètes et de certains usagers bilingues du service.



Lors de chaque séance, nous avons affiché la moitié des droits afin de limiter la durée de l'exercice. Nous avons épinglé les affiches sur un tableau en liège dans l'accueil du CSAPA. Les patient·e·s qui attendent la délivrance de leur TSO ou un rendez-vous avec un·e professionnel·le sont invités à participer. Un·e collègue bilingue accompagne l'usager·ère lui remet des autocollants des trois couleurs, décrit les consignes et explique chaque droit en utilisant des exemples si besoin. Certains usagers ont aussi aidé à l'interprétariat ou pour le découpage des rangées d'autocollants et dans l'épinglage des affiches. À l'issue de l'exercice, nous comptabilisons 83% de points verts, 10% de points jaunes et 7% de points rouges. Ces résultats ont permis de proposer des pistes d'améliorations dans la prise en charge.

Finalement, il nous semble que la tenue de cet exercice de *Dotmocracy* sur deux jours a dépassé ses objectifs initiaux. Non seulement il a permis de solliciter l'avis des usagers sur leur perception du respect de leurs droits et libertés au sein du CSAPA EGO, mais il a également induit une cohésion et une solidarité nouvelles entre eux ainsi qu'une participation commune avec les professionnels. Il s'agit d'un premier pas dans la démarche communautaire d'*empowerment* des usagers dans leur parcours de soins addictologique. L'avis des usagers compte et nous avons essayé de le leur montrer et de leur donner une place dans le fonctionnement de la structure.

Natalia Serna Gonzalez

* Les prénoms ont été modifiés afin de préserver leur anonymat.

Racisme

Une discussion collective sur le racisme a émergé spontanément au CAARUD, entre usagers et professionnels. C'est tout naturellement que le thème a été retenu pour l'atelier d'expression de l'après-midi au CAARUD. Nous avons choisi de rapporter les anecdotes des usagers ; bien que nous n'ayons pas pu en vérifier la véracité, elles nous semblent refléter la manière dont ils interprètent leur quotidien.

Maxime : Certains usagers du CAARUD proposaient qu'on parle aujourd'hui du racisme en Afrique...

JF : On va tourner en rond si on parle de ça ! Pourquoi pas en Europe, déjà ? Nous, on habite ici, plus en Afrique.

José : Les blancs ont tout cassé en Afrique.

Karim : Mais non ce n'est pas les blancs. C'est un état d'esprit de Babylone, ce sont des noirs autant que des blancs.

Christian : Même en Afrique il y a du racisme, c'est sûr.

Kovo : C'est impressionnant même. L'autre fois, une meuf était interviewée sur le changement climatique en Afrique de l'Ouest, une femme noire bien sûr, sur place. Elle connaît quoi. Et le photographe, un américain [des États-Unis], a illustré l'interview avec la photo d'une blanche... T'imagines le scandale ?

Ahmed : Là c'est wow, wow, wow, c'est flagrant quoi !

Abdul : Ça nous arrive à tous ici d'être victimes de racisme, en France.

Maxime : Toi Reda, tu disais tout à l'heure que l'absence de réponse de ton SIAO depuis 5 ans, c'est un problème raciste ? Tu veux bien expliquer le rapport que tu vois ?

Reda : Non mais moi je n'ai pas dormi cette nuit, je suis hyperfatigué, ce n'est pas le moment d'expliquer là...

Ahmed : Une fois, j'étais avec un ami d'origine maghrébine. On voulait entrer dans une boîte de nuit. Le videur nous a répondu : « C'est non, c'est que pour les habitués » On était dégoûtés.

Maxime : Les personnes qui rentraient, elles, étaient blanches ?

Ahmed : Ouais voilà. Là on était bien sapés, en costume, accompagnés par deux filles et tout. La seule différence, c'était la peau. Les videurs, on appelle ça aussi des « physionomistes », des gens qui reconnaissent les visages ! Et SOS Racisme, ils existent encore ? Ils font quoi là ?

Maxime : Hier, il y avait un rassemblement de soutien aux grévistes du secteur du nettoyage de l'Université à Tolbiac. Une personne de SOS Racisme était présente car selon elle, les conditions de travail dans le secteur sont un problème de racisme parce que la plupart des travailleurs et travailleuses du secteur sont issu-e-s de l'immigration. Vous en pensez quoi ?

Ahmed : On a l'impression que les meilleurs boulots c'est toujours pour les blancs.

Patrick : Je suis à Paris depuis 40 ans. Avant, les éboueurs et tout le travail sale étaient faits par des jeunes de l'immigration. Mais maintenant que c'est un travail bien payé avec des avantages, il y a de plus en plus de Français [blancs] qui veulent le faire. Et on nous dit que les immigrés volent le travail des Français. Moi aussi j'étais éboueur mais je dégueulais trop derrière le camion ; j'ai été viré juste pour ça.

Adbel : Il n'y a pas longtemps, j'ai été contrôlé par la police. J'avais sur moi des cachets de Subutex, mais aussi mon ordonnance. Un autre gars avait des cachets sur lui. Et moi, du cash. Du coup, j'ai été condamné à deux ans de prison pour trafic sur la base d'un soupçon quoi. Et moi, je pense que c'est parce que je suis arabe, j'ai un look, je suis habillé correctement, alors dans le quartier, un arabe bien habillé, c'est forcément louche pour les flics.

Maxime : Et au CAARUD, vous trouvez qu'il y a du racisme ?

Christophe : [Rires] Ici il n'y a que des gorilles et des chameaux. Moi je suis un gorille. On ne peut pas être racistes, on vient tous d'Afrique.

Kovo : C'est n'importe quoi ça. Des usagers avec des collègues [les travailleur-euse-s sociales-aux] ont des comportements racistes. Les collègues font un bon travail mais des fois t'entends ce qu'ils prennent de la part des usagers, dès qu'un truc va pas assez vite... Laisse tomber.

Patrick : C'est dans toute la société. En sortant de post-cure à Montpellier, je cherchais un logement. Au téléphone, on me proposait les visites mais quand on voyait ma tête sur place on me disait : « dommage c'est déjà pris ». La seule solution ça a été qu'un travailleur blanc d'une asso de RdR signe à ma place pour que j'aie le logement, alors que je payais et tout. C'est partout comme ça, il faut toujours connaître quelqu'un qui connaît les ficelles pour que son dossier avance. Ça veut dire quelqu'un de bien installé depuis longtemps.

Maxime : Donc, pas immigré récemment, c'est ça que tu veux dire ?

Patrick : Voilà, exactement.

La RdR s'adapte-t-elle mieux aux consommateurs blancs ?

La consommation de drogues et l'addiction concernent tout le monde. Pourtant, la première fois que j'ai visité une scène de consommation de crack en extérieur, j'ai été saisi par la proportion de personnes noires, bien supérieure à la moyenne nationale. Puis j'ai compris qu'une telle scène se divise en trois « couches ». La première, ce sont les dealers et des usagers, en désaffiliation totale, qui peuvent rester sur la scène en permanence. La deuxième moins désaffiliée, fréquente la scène à des horaires spécifiques, et peut faire des allers-retours entre la scène et d'autres espaces. La troisième, enfin, regroupe toutes les personnes de passage qui viennent sur la scène pour y trouver une consommation exceptionnelle, des services sexuels à moindre coût, du spectacle ou un marché pour leurs trafics accessoires. Or, les personnes noires composent la quasi-totalité de la première couche, tandis que les deux autres sont beaucoup plus diverses.

À mon avis, cette désaffiliation est centrale pour comprendre cet état de fait concernant la première couche, majoritairement noire, des scènes de consommation extérieures. Elle s'explique par de nombreux facteurs qui se renforcent probablement les uns, les autres. Ces personnes sont en situation de grande précarité économique, affective, psychologique mais aussi administrative. La plupart d'entre elles sont présentes sur le territoire de manière irrégulière. Et contrairement aux personnes « sans-papiers » d'Europe de l'Est ou d'Asie notamment, les vagues de migrants d'origine subsaharienne sont presque tous passés par les traumatismes de la traversée du désert, du cimetière méditerranéen, des camps de torture libyens. De plus, la dégradation de la situation dans les pays de départ subsahariens est telle que ces personnes ont toutes en tête « l'Europe ou la mort », pour elles et leurs familles qui comptent sur elles. Elles se retrouvent donc sans possibilité de repli, contrairement aux personnes qui ont de la famille ou des amis en Europe de l'Ouest. Sans compter que la plupart des anciennes colonies françaises sont majoritairement musulmanes et que les usagers de drogues y sont extrêmement stigmatisés, freinant d'autant plus la possibilité pour ces exilés de demander de l'aide « au pays ». Selon l'INSEE dans sa parution du 5 juillet 2022, en 2019-2020, 22 % des immigrés et 20 % des descendants d'immigrés estiment avoir fait l'objet d'un traitement inégalitaire en raison de leur origine, et même un tiers des personnes originaires d'Afrique hors Maghreb, contre moins d'une personne sur dix en moyenne toutes ori-

gines confondues (8 %). Ce constat participe à expliquer pourquoi les personnes noires rencontrent plus d'obstacles à leur intégration socioprofessionnelle en France, même à situation administrative égale, que les personnes blanches. Bien sûr, il n'y a pas de déterminisme absolu et arriver sans-papiers en France en étant noir n'oblige pas à se retrouver usager-revendeur de crack à la porte de la Chapelle ; mais le risque est plus important, d'autant que les possibilités de faire autre chose sont plus réduites.

En France, la question de la couleur de peau n'existe officiellement pas. Le dénominateur commun de tous les habitants est d'être citoyens. C'est un vœu d'universalisme républicain. Je veux bien composer avec mais il ne correspond pas toujours aux politiques publiques mises en place. Les efforts de RdR en France ont été, dès le départ, majoritairement tournés vers les injecteurs et injectrices : en Île-de-France, la seule salle de consommation à moindre risque (SCMR) n'accueille par exemple que ce public. L'intention louable de lutter contre le VIH et les hépatites a eu un effet imprévu. De fait, la RdR du côté des Haltes Soins Addictions aujourd'hui s'adresse principalement aux personnes injectrices majoritairement « blanches ». Il est opportun d'envisager des espaces d'inhalation d'envergure.

Par ailleurs, les politiques déployées au niveau de l'accès aux droits fondamentaux (un toit, la santé, l'éducation...) ne s'adressent pas à tous de la même façon. D'une part, des efforts exceptionnels sont mis en place en cas de besoins massifs de personnes blanches, même sans-papiers, comme on l'a vu pour l'accueil des réfugiés ukrainiens qui ont pu accéder à la scolarisation des enfants et à l'hébergement d'urgence relativement

facilement ; tandis que les personnes noires qui fuient des pays en guerre ne sont pas traitées de la même manière. D'autre part, les propositions classiques sont en fait taillées sur mesure pour des personnes habituées à la culture individualiste occidentale. Dans l'hébergement d'urgence, le « graal » est d'obtenir

Bien sûr, il n'y a pas de déterminisme absolu et arriver sans-papiers en France en étant noir n'oblige pas à se retrouver usager-revendeur de crack à la porte de la Chapelle ; mais le risque est plus important, d'autant que les possibilités de faire autre chose sont plus réduites.



une chambre individuelle. Les exilés africains, pour leur part, déjà habitués à une sociabilité collective, doivent leur survie même, durant le parcours migratoire puis en France, à la solidarité, communautaire le plus souvent. Lorsqu'on leur propose un hébergement d'urgence garantissant un minimum de sécurité, les personnes réalisent qu'elles doivent abandonner cette solidarité (puisqu'elles sont interdites d'inviter quiconque à leur hébergement) et peuvent préférer rester sur les scènes de consommation en extérieur, au sein desquelles subsistent quelques traces de cette solidarité.

Résultat, les consommateurs de crack en extérieur sont confrontés à la répression (bien plus que les autres), sont la cible des discours de la droite plus ou moins extrême (de Darmanin qui veut se rendre au Sénégal pour résoudre « le problème du crack parisien » alors que la cocaïne est produite en Amérique du sud puis basée en Europe, à Zemmour qui souhaite « renvoyer chez eux » les consommateurs en amalgamant plusieurs stigmates : « toxico », « noir », « étranger »...). Il y a encore une grande partie de l'opinion qui assimile l'utilisateur de crack à la couleur noire malgré l'expansion de l'usage de ce produit.

Si on permettait à toutes les personnes noires des scènes de consommation d'accéder aux fondamentaux qu'est le logement (un vrai « chez-soi » où recevoir et vivre à sa manière) et à des perspectives d'utilité sociale (sous forme d'emploi ou autre), je suis sûr que les scènes extérieures disparaîtraient (il y aurait toujours de la consommation de rue, car c'est un phénomène urbain inévitable, mais plus de scènes massives comme la « Colline » ou Forceval).

La question de la supervision de la consommation me semble vraiment secondaire par rapport à cela : on peut faire confiance aux consommateurs eux-mêmes pour autogérer leurs consommations et leurs pratiques dès lors qu'ils ont accès à ces fondamentaux, aux informations de RdR et l'inscription pérenne dans un environnement. D'ailleurs, même la comparaison entre la « Colline du crack », vécue comme installation pérenne, et Forceval, vécue comme éphémère, est édifiante : dans la première scène, les consommateurs prenaient mieux soin du lieu et d'eux-mêmes que dans l'autre où ils se savaient seulement de passage.

Abdou Ndiaye

alter/ poème

par Nathalie

Je suis dans un monde
Bruyant d'obstacles
Que je dois affronter
Dans un espace-temps
Qui m'est imposé
Ici, des cris de toutes sortes
Meublent le silence pesant
Abrutie par la télé
Seule échappatoire
À mon ennui
Avec un lecteur CD sans USB
Je suis seule au monde
Dans ce temps gris d'automne
Parsemé de gouttes de pluie
Venant du tout-puissant
Là-haut
Sauve mon âme
Jusqu'au jour du jugement
Que l'on me pardonne
Mon crime.